L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

1 F | L'Humanité Rouge B.P. 365-02 ; Paris R.P. C.C.P. 30 226-72 ; LA SOURCE | JOURNAL COMMUNISTE POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG | 4e ANNEE 6 JANVIER 72 N° 129

TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES UNE SEULE CLASSE OUVRIERE

Le 6 janvier, les directions confédérales de la CG.T.. et de la C.F.D.T. ont décidé une journée d'« action » en faveur des immigrés. Le grand thème de cette « campagne » : un statut pour les immigrés : piètre paternalisme et triste opportunisme.

Face à la montée des luttes de masse de la classe ouvrière tout entière, face à la participation croissante des ouvriers immigrés à ces mouvements de classe, face à l'indignation croissante suscitée par le sort réservé dans la société capitaliste aux travailleurs immigrés, les pontes confédéraux s'aperçoivent soudain qu'il faut « faire quelque chose ».

Ce n'est pas ces derniers temps seulement que les marxistes-léninistes ont découvert l'existence des travailleurs immigrés. Voilà plusieurs années qu'ils luttent pour défendre les droits légitimes de leurs frères de classe, les ouvriers immigrés. Car les travailleurs immigrés ne sont pas une catégorie « à part » de travailleurs : ils sont partie intégrante de la classe ouvrière de France. Il n'est donc pas de statut *particulier* à arracher pour les immigrés : ce qu'il faut arracher c'est *des droits égaux en tous points à ceux des autres travailleurs de notre pays.* Se battre sur ce terrain, c'est se comporter en digne fils des héroïques communards, et en véritable frère de classe des immigrés. Tout autre mot d'ordre ne peut être que réformiste et chauvin. Tout autre mot d'ordre va au devant des vœux du capital. Car c'est le capitalisme qui fonde les droits civils et sociaux des travailleurs et des citoyens sur la nationalité. C'est là pour lui une occasion de diviser la classe ouvrière et surexploiter une main-d'œuvre qu'il importe et tient totalement à la merci de sa répression. Par là, le capital suce avec avidité la vie des travailleurs arrachés aux pays qu'il a pillés. Et aussi il tente d'acheter la force de travail de cette partie de la classe ouvrière à des prix inférieurs pour mieux faire pression sur toute la classe. Voilà une raison de plus pour que les travailleurs de France tous unis se battent pour l'EGALITE COMPLETE DE TOUS LES OUVRIERS : « A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL », voilà notre devise, elle seule permet d'opposer à la bourgeoisie capitaliste le front uni de tous les exploités. Car ne nous trompons pas, les odieuses idées racistes du genre « ils viennent manger votre pain », ou « le chômage, c'est leur faute », sont l'œuvre des exploiteurs eux-mêmes, elles correspondent strictement à leurs intérêts de classe. Parce que la vérité c'est que ce sont les parasites capitalistes qui affament les travailleurs et se nourrissent de leur sang et de leur chair : c'est eux qu'il faut chasser !

Les travailleurs immigrés avec leurs frères de classe de nationalité française produisent toutes les richesses de notre pays. Ils sont exploités à part entière, suent et souffrent à part entière et souvent plus que leurs frères de classe (nos lecteurs liront avec profit à ce sujet la lettre d'un travailleur immigré en page 4). Il est juste qu'ils soient à part entière intéressés à la lutte contre le capital et en fin de compte à la révolution prolétarienne. Donc, à l'action camarades français et immigrés, tous unis DANS NOS ENTREPRISES POUR LE COMBAT CLASSE CONTRE CLASSE ! et sur les mots d'ordre :

« A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL ! »

« TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES : UNE SEULE CLASSE OUVRIERE, UN SEUL STATUT ! »

INDOCHINE : ECHEC AUX AGRESSEURS !

Contre la nouvelle agression des impérialistes ya nkees, le peuple a riposté vigoureusement et infligé de lourdes pertes aux agresseurs.
Sur notre photo, un pilote U.S. capturé par des co mbattants vietnamiens.

Les marxistes-léninistes de France condamnent vigoureusement les bombardements criminels opérés par l'impérialisme américain sur le territoire de la République Démocratique du Vietnam. A cette occasion, ils dénoncent les calomnies déversées par l'agence social-impérialiste Tass sur le compte de la République Populaire de Chine qu'ils accusent d'être restée silencieuse. Reprenant ces calomnies, la presse et la radio bourgeoises ont passé sous silence les déclarations du gouvernement de la République Populaire de Chine condamnant avec force les bombardements de l'impérialisme U.S. ainsi que l'article du « Renmin Ribao » **du 24 décembre intitulé :** « Brisons le nouvel acte de guerre de l'impérialisme américain ».

La bataille de "l'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Souscription correspondant au n° 128		
1re souscription de masse à la R.A.T.P.		
3 machinistes receveurs	30	F
2 machinistes	17	F
2 receveurs	3	F
1 lycéen M.L. Soutien actif et financier aux luttes du prolétariat	5	F
Pour que vive H.R.	100	F
9 travailleurs à un meeting sur l'Albanie	54	F
Souscription collective, 5 ouvriers*	56	F
Des admirateurs d'Engels, souscription Hebdomadaire	5,25	F
Souscription permanente Midi	100	F
Soutien à H.R. Sylvain	7,30	F
B.J.	100	F
R.R.	13	F
1 cheminot pour le soutien à HR	200	F
1 métallo	10	F
1 lecteur MGT	9	F
Pour le juste combat idéologique et politique de H.R. André	100	F
Pous le triomphe de H.R., A.J.	55	F
Pour la juste ligne politique de H.R.	100	F
A. premier versement décembre pour la victoire de la Chine à l'O.N.U.	10,80	F
N.V.T. Pour que H.R. poursuive son juste combat	100	F
1 lycéen	4	F
G.T.	60	F
Cercle Memet Shehu	50	F
1 employée Sécurité Sociale	50	F
Des sympathisants	26,50	F
Des disciples de F. Marty (début décembre)	19,50	F
Soutien à H.R. (décembre)	60	F
R.R.	25	F
R.R. 2/3 une journée de travail	50	F
Soutien pour un 12 pages	20	F
1 élève infirmière	2	F
Des M.L.	190	F
1 travailleur	1,10	F
1 couple	10	F
1 fonctionnaire	5	F
Pour soutenir H.R.	4	F
1 petit commerçant	20	F
1 ouvrier	2	F
Soutien à H.R.	50	F
Une amie d'H.R.	30	F
Un lycéen	3,30	F
Margot	50	F
Pour que H.R. vive - une secrétaire	100	F
Total précédent	147 069,23	F
Total de la semaine	1 897,75	F
Total général	148 966,98	F

Souscription de cette semaine

Les lycéens - H.R. vaincra	50	F
Un cheminot retraité	0,50	F
Une femme petit-fonctionnaire	10	F
Un camarade	250	F
M.R. - H.R. vaincra	50	F
Des marxistes-léninistes de l'Est	200	F
ASDLCO - Soutien à H.R.	10	F
Un ami corse	10	F
S. Internationaliste Allemagne	252	F
Des ouvriers du bâtiment	9	F
S. Suède	5	F
R.M. - H.R. vaincra	5	F
Un diffuseur lycéen	5	F
Un lecteur de l'H.R.	0,50	F
Un travailleur	0,50	F
Un fonctionnaire	5	F
Un Danois	0,50	F
N.V.T. - Que vive la mémoire de J Staline	100	F
Un travailleur immigré marxiste-léniniste	1	F
Cercle Mémet Shéhu	20	F
C.T.	50	F
Un fonctionnaire marxiste-léniniste	5	F
Oublié au meeting Albanie	10	F
A.G.	60	F
Un vieil ouvrier	5	F
M.R. soutien à H.R.	70	F
Pour que H.R. poursuive son juste combat politique et idéologique	20	F
Un vieux communiste	13	F
Disciples F. Marty	7,50	F
F.M. - Fidèles au marxisme-léninisme	10	F
A la mémoire de J. Staline	100	F
Classe contre classe H.R. vaincra	8	F
Une sympathisante de G.	10	F
Un camarade d'Allemagne	5	F
Un étudiant	40	F
Un exilé	13,50	F
Deux travailleurs	10	F
Un sympathisant pour que vive l'H.R.	48	F
M.D.	200	F
Deux camarades à l'occasion du 30e anniversaire du PTA	10	F
Les CML ORTF (versement d'une prime de division)	315	F
A. Sud-Est	20	F
B.A. (Versement mensuel décembre)	10	F
Pour un marxisme-léninisme véritable contre tous les opportunistes	48	F
J.C.	20	F
M.S. - H.R. vaincra !	40	F
Un ouvrier sympathisant D.	3	F
Une ouvrière S.	1	F
Une ouvrière marxiste-léniniste	6	F
B.O. - H.R. vaincra !	4	F
Trois sympathisants	24	F
Une mère de famille	10	F
Une sympathisante enseignante	10	F
Une lycéenne	1	F
Un jeune travailleur (soutien régulier)	3	F
G.M.	70	F
Total souscrip. collective ORTF	29	F
Un électro ORTF	1	F
Un opérateur ORTF	1	F
Un groupman ORTF	4,50	F
Un opérateur ORTF	1	F
Un électro ORTF	1	F
Un Direct. photo ORTF	2,50	F
Une sympathisante espagnole	5	F
Un sympathisant	3	F
Un opérateur ORTF	1	F
Des disciples de Staline	58	F
L.F. Soutien à H.R.	10	F
G. Deblin (versem. périodique)	10	F
Des ouvriers du bâtiment	10	F
Des disciples d'André Marty	250	F
Deux camarades (versement décembre)	110	F
Dimi	100	F
Pour que vive H.R. - C.Z.	10	F
Un sympathisant - H.R. Vivra	5	F
Un travailleur immigré - H.R. vaincra	1	F
Un camarade - H.R. vaincra	30	F
Total précédent	148 966,98	F
Total de la semaine	2 893	F
Total général utilisé pour le règlement de l'H.R.	151 859,98	F

A l'aube de 1972, que nous souhaitons tous une étape importante vers la Révolution prolétarienne, le Comité de Rédaction de « l'Humanité Rouge » présente à tous ses lecteurs, camarades, amis, sympathisants ses meilleurs vœux, pour eux et leur famille, pour la réalisation du but que nous poursuivons tous : la destruction de la classe des exploiteurs.

Faisons tous ensemble de 1972 une année de victoires encore plus éclatantes vers la révolution prolétarienne.

Prenons fermement en main toutes nos tâches qui doivent tendre vers ce but.

— Augmentons la diffusion de notre presse communiste marxiste-léniniste;

— Intensifions le collage, des affiches, affichettes popularisant nos justes mots d'ordre ;

— Intensifions la diffusion des livres et brochures marxistes-léninistes;

— Intensifions nos diffusions en direction des usines, ateliers, chantiers, magasins ;

— Que chaque lecteur devienne un nouveau diffuseur de notre presse ;

— Intensifions nos ventes en porte à porte, permettant une plus large discussion de nos idées communistes ;

— Intensifions la diffusion d'invendus pour mieux faire connaître notre existence et notre ligne révolutionnaire ;

— Prenons encore plus fermement en main nos tâches de correspondant régulier à « L'Humanité Rouge » et notre soutien financier de masse permettant la parution régulière de notre presse ;

— Intensifions nos campagnes d'abonnement de 3 mois, 6 mois, 1 an.

C'est à ce prix et à ce prix seulement que nous ferons de 1972 une bonne année militante, faisant faire à notre presse un saut qualitatif important. C'est à ce prix là seulement que l'arme incomparable qu'est H.R. dans la lutte contre le capital et ses valets pourra poursuivre sa tâche d'éducation et d'information des masses laborieuses de notre pays.

Tous en avant pour de nouvelles victoires de « L'Humanité Rouge » et pour la victoire de la révolution prolétarienne.

H.R.

Soutien politique et matériel à l'Humanité Rouge dans une usine

Chers Camarades,

La bourgeoisie peut bien nous attaquer, essayer de détruire notre journal qui est une arme indispensable dans notre combat à mort contre le capitalisme. Mais elle ne peut pas arrêter la roue de l'histoire, la marche irrésistible de millions de travailleurs vers la révolution prolétarienne, vers le socialisme.

La vie de « l'Humanité Rouge », journal communiste marxiste-léniniste, notre journal et celui de tous les exploités, est en danger ! Nous, ouvriers d'une grande usine de la région parisienne répondant à l'appel lancé dans les n° 123 et 124 (de l'H.R.) soutenons politiquement et matériellement en signant cette lettre et en versant la somme de :

1 chaudronnier P1 : 20 F - 1 monteur OS2 : 20 F - 1 peintre OS2 : 2 F - 1 pontonnier OS2 : 1 F - 1 machine OS2 - 1 pontonnier OS2 - 1 pontonnier OS2 : 10 F - 1 OS2 : 3 F - 1 OS2.

Total de la souscription : 56 F. Nombre de signatures : 9.

Nous devons gagner la bataille et nous la gagnerons ! Que chaque militant ou sympathisant organise régulièrement, (par exemple une fois par mois) sur son lieu de travail, une souscription de soutien à l'H.R. !

QUE CHAQUE LECTEUR SOUTIENNE SON JOURNAL ET L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

QUE SIGNIFIE : CLASSE CONTRE CLASSE

Rectifications

Plusieurs coquilles sont à corriger dans la brochure que nous avons publiée en supplément du n° 128 de notre H.R.

Page 4 : 10e ligne (2e paragraphe) : au lieu de « La lutte... s'engagera dans l'ensemble du Parti » il faut lire : « La lutte... s'engagea... »

19e ligne (3e paragraphe) : au lieu de « en rendues publiques » il faut lire : « ...et rendues publiques ».

Page 8 - 9e ligne : au lieu de « ... dans une lettre illusoire... » il faut lire « ... dans une lutte illusoire... »

Page 10 - 24e ligne : Après « A la base » il faut un point. « Il nécessite » commence une nouvelle phrase.

Nos militants comme tous nos lecteurs auront saisi d'eux-mêmes l'importance du document édité par nos soins. Nous les informons que nous tenons à leur disposition la brochure, détachée du numéro de « l'Humanité Rouge » dans lequel elle a été présentée. L'exemplaire : 0,50 F. Nous souhaitons recevoir de nombreux avis, des remarques, des approbations mais aussi des critiques éventuelles au sujet de la ligne « CLASSE CONTRE CLASSE », afin d'en enrichir le contenu par un large débat engagé dans les rangs de la classe ouvrière. Les aspects théoriques de notre brochure, nés de multiples expériences concrètes, doivent être à nouveau confrontés avec la pratique vivante des luttes de classe.

Dans l'article « L'anesthésie par l'acupuncture au service du peuple », la fin du paragraphe intitulé « Vive le Président Mao », pour des raisons techniques, n'a pas été publiée. C'est pourquoi nous la faisons paraître dans ce numéro.

Nous remercions ensuite les chirurgiens, le personnel sanitaire, mais avec une modestie très profonde et très naturelle ils sollicitent nos remarques, nos suggestions, nos critiques, car, disent-ils, leurs résultats et leur travail sont encore très insuffisants !

Puis, au dernier moment, une femme chirurgien d'un certain âge, s'approche de nous et dans un français tout à fait correct nous prie de saluer, de sa part, en France, son ami et condisciple d'autrefois, lorsqu'elle et son mari étudiaient et pratiquaient la médecine à Paris, M. le docteur Herzog-Cachin, gendre du fondateur du Parti Communiste Français, Marcel Cachin. Nous souhaitons donc que notre journal puisse parvenir auprès de ce praticien connu afin que soit remplie la mission dont nous a chargé la camarade chinoise rencontrée dans cet hôpital de Pékin, offert par Staline au peuple révolutionnaire chinois. Notre délégation a été unanime pour considérer que la pratique de l'anesthésie par l'acupuncture, dont elle peut désormais témoigner, constitue une nouvelle et grandiose victoire (impossible dans un pays capitaliste) de l'idéologie prolétarienne révolutionnaire de Mao Tsé-toung, du Parti communiste chinois, du socialisme, non seulement pour le grand peuple chinois mais pour les peuples du monde entier.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	10 F	20 F	40 F
	6 mois	20 F	40 F	80 F
	1 an	40 F	80 F	150 F
Etranger :	3 mois	40 F	65 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

La bourgeoisie capitaliste comprend les 70 familles de la grande bourgeoisie, mais aussi l'ensemble du patronat exploiteur et de ses laquais, même s'il n'est pas monopoliste

BABCOCK-ATLANTIQUE (Saint-Nazaire)

A BAS LES LOCK-OUT OCCUPONS LES USINES !

Pour la deuxième fois en un mois, le P.D.G., Dg Calan, vice-président du C.N.P.F., vient de lock-outer 1 000 ouvriers métallurgistes nazairiens. Les ouvriers des chantiers de l'Atlantique et les autres ouvriers de Babcock ont immédiatement débrayé pour exiger l'annulation immédiate de cette mesure.

8 000 métallos nazairiens se sont joints à eux pour manifester leur colère et leurs exigences dans les rues de la ville.

A l'issue de la manifestation les ouvriers lock-outés se sont rendus devant l'usine SNIAS pour appeler à la solidarité ouvrière. Ils ont réussi à pénétrer dans la plupart des ateliers où de fructueuses discussions se sont poursuivies durant tout l'après-midi.

ORIGINE

Babcock-Atlantique, atelier de chaudronnerie, faisait partie autrefois des Chantiers de l'Atlantique. En 1968, il fut vendu à des capitaux américains. Les ouvriers, craignant la division d'avec leurs frères de travail et de lutte, avaient obtenu l'engagement de leur nouvelle Direction qu'ils conserveraient toujours les mêmes avantages qu'aux Chantiers de l'Atlantique.

Le trust Babcock-Atlantique a renié sa parole. Le 13e mois, qui a été accordé partiellement aux Chantiers de l'Atlantique, leur est refusé.

LA LUTTE, CONDITIONS ET METHODES

Depuis plus d'un mois, les ouvriers se battent. Les conditions ne sont pas des meilleures et ils le savent. Mais la méthode est adaptée à une lutte de longue haleine. Des débrayages tournants ont lieu par atelier. Quand un atelier cesse le travail, les gars vont aux autres ateliers. La production est ainsi tombée, selon les ateliers, à 15 % ou même à 0 ! La perte de salaire, elle, est limitée.

LA BASE, SON NIVEAU

Les gars font preuve d'un courage, d'une ténacité extraordinaires. A tout moment, on entend jaillir des chants révolutionnaires, dont l'Internationale. Le dernier couplet, écrit par un ouvrier communiste lors de la création du P.C.M.L.F. (Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France) est lancé et repris :

« Ouvre donc les yeux, camarade,
Et vois où sont les renégats.
Sors du brouillard de cette rade,
Rejoins tes frères de combat !
...
Vive le marxisme-léninisme,
Notre idéal libérateur ! »

Les discussions, surtout parmi les jeunes, vont bon train. Ils prennent conscience de la nécessité de s'éduquer politiquement en posant des questions à leurs aînés qui ont l'expérience des luttes des années 50.

Un vote organisé la semaine dernière, après un lock-out de quelques jours, donnait 81 % de voix pour poursuivre la lutte.

CLASSE CONTRE CLASSE

La lutte a pris son sens de classe pour la base, après les déclarations de la Direction elle-même. De Calan, candidat bien placé à la présidence du C.N.P.F., refuse toute concession : « non pour une question de gros sous, mais pour une QUESTION DE PRINCIPE ». Il est décidé à « faire en sorte qu'UN CONFLIT NE RAPPORTE RIEN » !

Face à un bourgeois arrogant, porte-parole de sa classe, se dresse une classe ouvrière résolue, consciente de défendre sa DIGNITE et qui n'a « plus rien à perdre », comme disent les gars.

La Direction brandit à nouveau la menace d'un lock-out : les ouvriers ont déjà tiré de cette lutte magnifique des leçons inoubliables. Ils ont appris l'UNITE à la base et dans la LUTTE.

Ils se sont donnés des chefs dignes de leur confiance. Pour la plupart des délégués C.G.T., courageux, combatifs, liés à la base qu'ils ne quittent pas dans l'action pour des « discussions » avec la Direction.

Ce sont ceux qu'on appelle les « têtes brûlées ». Loin d'être une « minorité », ils font corps avec leurs camarades. L'esprit de la C.G.T. de Monmousseau, des fusillés n'est pas mort !

Les ouvriers ont encore fait le compte des alliés et des ennemis. Les chefs pour une fois travaillent ; l'un d'eux, 25 ans d'ancienneté, a touché ce mois-ci jusqu'à 500 000 AF avec ses diverses primes ! Alors que des centaines de travailleurs honnêtes ont un bien maigre Noël à offrir à leurs gosses.

Surtout, les travailleurs de Babcock-Atlantique apprennent ce qu'est la lutte CLASSE contre CLASSE. La classe des travailleurs qui produisent les richesses du pays, contre celle des parasites qui les exploitent.

Les plus conscients des ouvriers savent que, quelle que soit son issue, cette bataille n'est qu'une étape de la guerre des classes. Celle-ci reste à gagner pour effacer à jamais du pays l'odieux pouvoir de la minorité capitaliste.

Un correspondant.

PARMI LES LUTTES DE LA QUINZAINE

P.T.T.

Durant toute la période des fêtes des mouvements de grève ont eu lieu dans les P.T.T.

A Toulon : grève le 31 décembre des téléphonistes pour refuser les licenciements d'auxiliaires annoncés par la direction.

Paris-Est, Nice, département du Rhône : grève de 24 h de certains services de tri et de distribution pour protester contre les brimades, les cadences, et exiger de meilleures conditions de travail.

THOMSON-HOUSTON (Nevers)

180 ouvriers d'un atelier de l'usine sont en grève pour s'opposer au licenciement d'un de leurs camarades.

ACIERIES DU TEMPLE (Saint-Michel-de-Mourienne)

80 ouvriers poursuivent la grève pour exiger un relèvement des salaires.

BERLIET (Lyon)

Série de débrayages pour s'opposer au chronométrage auquel sont soumis les ouvriers sous prétexte d'amélioration de la production, et contre les sanctions prises envers un délégué CGT.

A bas les cadences infernales !

USINES SERSEY (Lyon)

345 ouvriers sont en grève pour refuser la réduction des horaires sans compensation de salaires et l'augmentation exigée de la productivité. Ils exigent que les 14 % de perte de salaire qu'entraîne cette mesure soit intégralement compensés.

Les 40 h, immédiatement et sans diminution de salaires !

Ets FOIN, PARIS 20e

UNE ACTION CONTRE LA RÉPRESSION PATRONALE !

En cette fin d'année 1971, les métallos des Etablissements Foin, 61 rue Orfila à Paris 20e, décident le dépôt d'un cahier de revendications. Ils s'engagent à mener l'action dans l'unité à la base pour le succès de leur juste revendication.

Avant de faire le récit de cette lutte, précisons en deux mots, le caractère de la Société Foin qui a son siège social 15, rue du Temple à Paris 4e. Nous verrons ainsi que cette société est une moyenne entreprise et non une petite entreprise.

Le seigneur moderne Foin, qui exploite dans des conditions de travail lamentable (cadences infernales, hygiène et sécurité quasiment baloués, etc.) les ouvriers de l'usine rue Orfila où sont produits essentiellement des agraffeuses *Swingline U.S.A.* pour le compte de J.M. Paillard a 33 ouvriers, 2 employés, 5 chefs d'encadrement. Il possède une autre usine, un peu plus importante à Belfort ; une autre à Paris, La Cellerie Moderne (de nom seulement, mais archaïque dans les faits) rue Mont-Louis, Paris 2e, aussi importante sinon plus qui fabrique des colliers de chiens, des porte-clés, des serviettes de cuir, etc. Et ce buveur de sang, en plus de ces trois petites usines, tire des profits encore plus importants du travail fourni par les détenus des prisons de Fresnes et de Soissons qui fabriquent essentiellement des chaînes. A la tête de ces petites usines, un membre de la famille siège au fauteuil de direction (fils, cousins, etc.) qui s'octroie des salaires élevés alors que les ouvriers qui produisent touchent un salaire de misère. Par exemple un ouvrier touche dans une quinzaine un peu plus de 500 F pour 46 h 30 par semaine.

La modeste revendication déposée le 21 décembre 1971 et signée par tout le personnel ouvrier présent, demandait que « les après-midi du 24 décembre et 31 décembre soient libres et payés à tout le personnel, tenant compte qu'aucun avantage social n'existe dans l'entreprise », (pas de cantine, pas de chèques restaurant, absolument rien, seul un réfectoire insalubre).

Le 24 décembre à midi, toutes les ouvrières et ouvriers cessent le travail, mécontents de la réponse faite par la direction, par note de service, qui accorde une miette de trois quarts d'heure.

Le 28 dans la matinée une nouvelle note de service est affichée constatant l'ampleur de l'action et menace de sanctions les ouvriers en cas de renouvellement. Ainsi ce buveur de sang piqué au vif, montre une fois de plus ce qu'est la « nouvelle société » dont on nous rabache tous les jours les « mérites » sur la « concertation », la « participation » ou tout autre baratin, ce n'est rien d'autre que la dictature bourgeoise.

Dans l'après-midi du 30, le jeune patron Bernard Foin s'en prend à notre camarade Druesne (membre du comité de rédaction de « L'Humanité Rouge ») et lui annonce qu'il ne fait plus parti du personnel, qu'il est licencié. Mais comme notre camarade se considère toujours membre de l'entreprise, ce jeune loup le surveille et ne le quitte pas d'une semelle, cherchant la provocation.

Les travailleurs apprenant ce licenciement abusif débrayent unanimement et se rassemblent au rez-de-chaussée pour exiger la levée de la sanction. Cela ne s'est pas vu depuis bien longtemps.

Notre camarade prend la parole pour rappeler la juste revendication du personnel à ce jeune patron à l'air hautain qui se promène de long en large mais qui restera muet comme une carpe à toutes les questions posées.

Après avoir rappelé et demandé une réponse positive à la modeste revendication du 21 décembre, notre camarade rapelle que le cahier de revendications n'est toujours pas rendu au personnel ouvrier ; et précise qu'il y avait en 1970 un effectif de 50 personnes alors qu'aujourd'hui avec 40 la production est la même sinon supérieure, soit une augmentation de la productivité par une exploitation sans cesse croissante.

Puis toujours en présence de ce jeune « loup » (sans crocs) il en profite pour poser un certain nombre de revendications émises par les ouvrières et ouvriers : une prime de fin d'année de 500 F à tout le personnel, l'hygiène et la sécurité. D'une part la sécurité en cas d'incendie, ce souci pour cet exploiteur n'est apparu que lors de l'incendie de Saint-Laurent-du-Pont (Isère) en novembre 1970 où 144 jeunes furent victimes du capital.

Quelles sont les dispositions prises en matière d'évacuation du personnel (essentiellement des femmes) travaillant au 1er étage ?

Tout simplement une porte taillée dans une balustrade garnie d'un panneau de tôle avec une échelle en duralumin, très flexible, avec en-dessous un étau-limeur, une fraiseuse, une machine à « rectifier ». C'est-à-dire qu'en cas d'incendie, les ouvrières iront s'empaler sur les machines outils.

(*Suite page 6*)

CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ TOUNG

L'exemplaire : 1,40 F

(disponible en 15 langues)

(par notre intermédiaire)

(ajouter 15 % de port à toute commande)

Un communiste doit servir le prolétariat

Camarades,

Je ne suis pas militant, je ne lis pas le français, c'est un camarade qui me lit H.-R. Je pensais que c'était juste de lutter contre la bourgeoisie. Le camarade m'a lu le journal, et ça m'a ouvert les yeux. J'ai compris pourquoi il faut lutter : ça doit servir le prolétariat.

J'ai commencé alors à discuter avec les camarades de mon chantier. Quand j'ai montré que la C.G.T. trompait les gens, les ouvriers ne me croyaient pas. On en a bien eu la preuve quelques jours après à propos du chauffage. Les délégués de la C.G.T., les chefs de chantier, les chefs d'équipe ont du chauffage pour se changer. Pas les ouvriers. Un jour qu'il pleuvait, on a laissé le soir nos affaires trempées. Le lendemain c'était encore mouillé. On s'est demandé comment mettre nos affaires mouillées, avec quoi les chauffer? Avec du gas-oil, mais il n'y en a pas toujours. Alors on a bien discuté et on a décidé de faire quelque chose pour avoir du chauffage. Il n'y a pas 36 solutions, il faut prendre le chauffage des chefs et des délégués. Eux, ils se débrouilleront avec le patron. On est tous sorti de la baraque où on se change, on a d'abord pris le chauffage du grand chef de chantier. Il était dans son bureau et il est sorti en voyant tous les ouvriers. J'ai pris le chauffage et un Portugais lui a fait signe de fermer sa gueule. Le chef il l'a fermée devant tous les ouvriers. Pourquoi ? Il avait peur. Je pense que si les ouvriers s'organisent, ils peuvent toujours faire quelque chose.

Après on est allé chercher le chauffage des trois délégués C.G.T. dans leur baraque spéciale. On a pris le chauffage, un délégué a demandé pourquoi. Nous, on a le droit de se chauffer comme les autres ; pourquoi avez-vous un chauffage pour trois et que nous n'en avons pas ? Un délégué a répondu pour essayer de nous tromper qu'ils avaient réclamé du chauffage pour les ouvriers mais qu'il n'est pas encore arrivé. On leur a alors demandé pourquoi ils n'avaient pas attendu, eux.

J'ai commencé à montrer aux délégués qu'ils n'étaient pas communistes. Un communiste ne prend pas un chauffage pour 3 pendant que 100 n'en ont pas. Un communiste ne fait pas ça mais vous ce qui vous intéresse, c'est que chaque mois on paie la carte. Comme je ne l'a prends pas, ils m'ont dit que je ne suis pas communiste car je n'ai pas de carte. J'ai répondu qu'on n'avait pas besoin d'une carte pour être communiste.

Les ouvriers se sont bien rendu compte que les délégués ne les défendent pas, mais défendent leurs propres intérêts. Ils sont toujours à côté du patron, ça les ouvriers l'ont compris. Plusieurs ont refusé de prendre la carte. Les délégués mécontents m'ont alors dit que si moi je ne voulais pas prendre la carte, je ne devais pas tromper les autres.

Ils ont décidé alors de faire une réunion pour décider d'une augmentation. Le chef des délégués a bien parlé de la lutte contre les patrons : si le patron refuse l'augmentation, il faut faire la grève. Mais c'est quoi l'augmentation : 1 % pour les ouvriers qualifiés, 2 % pour les aides et 3 % pour les manœuvres. J'ai pris la parole le premier et j'ai dit au délégué que demander une augmentation de quelques centimes pour les ouvriers ce n'est pas lutter pour eux ; c'est encore les tromper. Après les ouvriers ont tous parlé. Ils ont dit qu'ils ne feraient pas la grève pour des centimes, il y a eu beaucoup de bruit dans la réunion. Les délégués très mécontents ont dit que j'empêchais les autres de lutter contre les patrons.

J'ai répondu que je ne fais pas la grève pour si peu, ou bien on veut une vraie augmentation on fait une vraie grève. On fait pas la grève une ou deux heures. Si on fait une ou deux heures de grève, le patron après fait augmenter les cadences, et lui ne perd rien. Ce sont les ouvriers qui perdent.

Les délégués pensent que c'est moi qui met le désordre sur le chantier. Ils ont voulu faire parler les ouvriers un à un pour prendre la carte. Ils ont dit : « Il ne faut pas l'écouter lui, il est chef d'équipe. Eux ne foutent rien, lui il travaille, c'est parce qu'il est du côté des patrons ».

C'est vrai, je suis chef d'équipe, mais pas pour traîner les mains dans les poches à emmerder les ouvriers. Dans mon équipe, personne ne prend la carte C.G.T. et dans le chantier il reste très peu d'ouvriers qui l'ont. Ils ont compris que la C.G.T. les trompait.

Camarades, moi je suis travailleur immigré et je pense que j'irai travailler avec les camarades d'H.-R. pour bien comprendre. Peut-être il y a des critiques à faire à ma lettre. Il faut me les faire.

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

Un travailleur immigré.

RHONE-POULENC :

Les travailleurs rejettent les mystificateurs

Mercredi 15 décembre, les sections syndicales C.G.T. et F.O. (dirigée par des troskystes de Lutte Ouvrière) appelaient à un débrayage de trois heures pour « *soutenir* les revendications suivantes : 40 heures sans perte de salaire ; retraite à 60 ans avec des ressources suffisantes ; 5e semaine de congés payés ».

En effet, ce jour-là, la direction organisait une réunion paritaire sur la durée du temps de travail.. Fidèle à une habitude récente, la C.G.T. considère l'action des travailleurs comme un *soutien* aux négociations ou un moyen de les obtenir, et non plus comme l'arme principale des ouvriers pour arracher des revendications aux patrons. D'ailleurs les dirigeants C.G.T. répètent à chaque grève que ce sont les patrons qui sont responsables parce qu'ils ne veulent pas négocier, et quand enfin les délégués sont invités à parler avec le tôlier, ils font tout pour arrêter la grève quels que soient les résultats, toujours « positifs » selon eux, des parlottes.

Donc le 15 décembre, *date fixée par le patron*, on nous appelle à débrayer pour soutenir des parlottes dont *l'ordre du jour est lui aussi fixé par le patron !* Mais ce n'est pas tout : en intersyndicale et dans la discussion avec les travailleurs, les délégués C.G.T. affirmaient qu'il n'était pas question de prolonger « l'action », que la période n'était pas bonne (les fêtes, les impôts, etc.).

Alors pourquoi donner comme objectif *les 40 heures, la retraite à 60 ans, la 5e semaine de congés payés,* et ne proposer comme moyen d'action qu'un *mini-débrayage inefficace de 3 heures et rien de plus !* C'est prendre les ouvriers pour des imbéciles. C'est la preuve du crétinisme dans lequel ont sombré de petits responsables syndicaux trompés par la ligne réformiste de leur organisaton.

Mais ce n'est pas tout : une revendication est essentielle aujourd'hui pour les travailleurs de l'usine : *l'augmentation des salaires avec 200 F pour tous ;* revendication approuvée par 95 % des ouvriers, y compris bien sûr les ouvriers de la C.G.T. et par 80 % du personnel ayant répondu à une consultation par écrit de la C.F.D.T., contre 20 % favorables (et encore avec des variantes) à l'augmentation en pourcentage proposée et défendue avec vigueur par la C.G.T. 80 % c'est beaucoup, car sur un effectif de 3 300 nous ne sommes que 1 650 ouvriers dans l'usine. Alors les responsables C.G.T. ne veulent plus entendre parler d'augmentation des salaires. « Agir » en mettant sous le manteau la principale revendication des travailleurs de l'usine, voilà ce que nous proposait la section C.G.T. !

La réponse à ces trahisons et manœuvres grossières a été cinglante : 300 personnes environ dehors dont une moitié d'ouvriers, et encore parmi ceux-ci se trouvaient de nombreux camarades sans illusions mais qui sentimentalement ne voulaient pas être dedans quand il y a « grève ».

Une telle gifle témoigne de la perte d'influence de la C.G.T. et du P.«C.»F. sur la classe ouvrière depuis 1968. Ces faits illustrent le rôle de démobilisateur, de diviseur, de laquais des patrons que jouent ces pseudo-révolutionnaires. Mais la prise de conscience des travailleurs est d'autant plus grande et le terrain d'autant plus favorable à l'agitation et à l'organisation marxiste-léniniste.

Démasquons et isolons les agents de la bourgeoisie dans les usines !

Arrachons la classe ouvrière à l'influence révisionniste !

Renforçons l'avant-garde marxiste-léniniste dans les entreprises !

Des Ouvriers marxistes-léninistes de Rhône-Poulenc.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

PROLETAIRES, édifiez votre parti révolutionnaire !

La semaine dernière, l' « Humanité-Rouge » célébrait la naissance du P.C.M.L.F. (Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France). voici quatre ans. Nous avons montré comment la trahison des dirigeants du P. « C. » U. S. et à leur suite d'autres partis communistes tels le P. « C. » F. avaient engendré l'inévitable division en deux du mouvement communiste international et la reconstitution, notamment dans les pays occidentaux, de partis fidèles aux intérêts suprêmes du prolétariat. Nous disions alors que la création du P.C.M.L.F., son acte de naissance était une grande victoire de la classe ouvrière et du peuple révolutionnaire de France.

Nous voudrions maintenant au cours d'une série d'articles revenir sur ce point d'autant plus fondamental que, depuis 68, le désir grandissant chez les travailleurs de s'organiser contre le capital monopoleur et son Etat, en déjouant les manœuvres des dirigeants du P. « C. » F., ajouté à l'absence de grand mouvement révolutionnaire de masse, laisse désemparés les spontanéistes. Aujourd'hui avec acuité, consciemment et inconsciemment la classe ouvrière de France, tout notre peuple travailleur se pose la question du Parti révolutionnaire. Pourquoi ? Et quel parti la classe ouvrière doit-elle édifier ?

Les vrais communistes sur cette question s'appuient sur les enseignements scientifiques de la lutte des classes, mis en évidence avec génie par Marx, Engels, Lénine, Staline et condensé par Mao Tsé toung. « *Pour faire la révolution, il faut un parti révolutionnaire* ». Chaque classe a son parti. Le prolétariat, la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, la seule classe qui n'ait à perdre que ses chaînes, doit aussi avoir son parti totalement à lui.

Pourtant cette loi, certains l'ont prétendue périmée. A leurs dires, la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en Chine et le printemps révolutionnaire de 68 en France, avaient relégué aux vieilleries le Parti Marxiste-Léniniste. Selon ces idéalistes, pour beaucoup tout entiers sous le coup de l'enthousiasme des mouvements révolutionnaires de masse, le parti naîtrait du mouvement des masses aujourd'hui spontanément révolutionnaires. Certains, poussant plus à fond leur théorie aventuriste, appelaient à la constitution immédiate de l'Armée populaire (!). Pure folie.

« *LA CLASSE OUVRIERE SANS UN PARTI REVOLUTIONNAIRE EST UNE ARMEE SANS ETAT-MAJOR* », a fait justement remarqué Staline.

Et les faits commencent à nous montrer que ces militants là se trompaient gravement en surestimant la conscience révolutionnaire des masses travailleuses. Aujourd'hui, comme hier du temps de Lénine, comme demain dans les conditions de la dictature du prolétariat, il faut un parti au prolétariat.

La tâche n° de tout communiste : édifi ler le parti. Ci-dessus, dans les premiers temps du Parti communiste chi nois, une réunion du Parti avec Mao Tsé toung.

Pour éduquer les masses travailleuses au cours des luttes quotidiennes, dans la perspective de la révolution prolétarienne, dans la perspective de la prise du pouvoir politique, dès maintenant il faut édifier ce parti. Un simple regard en arrière sur trois années de luttes revendicatives de la classe ouvrière et l'on s'aperçoit vite que si l'esprit révolutionnaire grandit impétueusement au sein de notre peuple, il n'en reste pas moins que la classe ouvrière n'est pas acquise dans sa majorité à la « révolution nécessairement violente » (Marx). Car la révolution prolétarienne c'est la forme suprême du combat de classe au cours duquel TOUTE la classe ouvrière se bat contre le capital exploiteur. Or, dans les simples combats de classe menés pour les revendications les plus immédiates, les plus accessibles à la très grande masse des travailleurs, la classe ouvrière n'a pas encore été en mesure de mener unie à la base des actions solidaires, par exemple avec les O.S. de Renault, les métallurgistes de l'Ouest, ou les métallos lorrains. S'il en est ainsi, c'est que l'obstacle principal, le révisionnisme moderne avec son cortège de trahisons, de démoralisations, de divisions n'a pas encore été renversé. Son influence sur les masses, par l'entremise du P. « C. » F., ne peut s'effacer d'un simple coup de crayon. Si le discrédit frappe de plus en plus ce parti dirigé par des contre-révolutionnaires, certaines des idées fausses qu'il propage restent dans la tête de nombreux travailleurs. Cette influence néfaste doit être combattue pied à pied. C'est seulement lorsque la classe ouvrière y échappera, pour l'essentiel, que la révolution prolétarienne sera entreprise victorieusement.

Aussi est-il urgent que les éléments révolutionnaires prolétariens les plus conscients s'organisent et édifient le détachement d'avant-garde qui seul peut mener cette tâche à bien...

« DE LA, LA NECESSITE D'UN NOUVEAU PARTI, D'UN PARTI COMBATIF, REVOLUTIONNAIRE, SUFFISAMMENT COURAGEUX POUR MENER LES PROLETAIRES A LA LUTTE POUR LE POUVOIR, SUFFISAMMENT EXPERIMENTE POUR SE RETROUVER DANS LES CONDITIONS COMPLEXES D'UNE SITUATION REVOLUTIONNAIRE ET SUFFISAMMENT SOUPLE POUR CONTOURNER LES ECUEILS DE TOUTE SORTE SUR LE CHEMIN CONDUISANT AU BUT. »

(J. STALINE, « Des principes du léninisme ».)

« LES QUESTIONS DU LENINISME »
de J. STALINE
20 F - Editions « Naïm Frasheri »

« LES PRINCIPES DU LENINISME »
de J. STALINE
3 F - Editions « Naïm Frasheri »

« LENINE ET L'ORGANISATION »
5 F
Editions de la Commune de Paris

« LE PRINTEMPS REVOLUTIONNAIRE DE 68 »
3 F - Editions Gît-le-Cœur

« UNIFICATION DES MARXISTES-LENINISTES ET LUTTE DE CLASSE »
Recueil de documents sur la fondation du P.C.M.L.F.
3 F

Commandez-les par notre intermédiaire
(Ajouter 20 % du prix de la commande pour les frais de port)

Scandales :

Ça continue de plus belle !

Décidemment rien ne va plus au royaume de la bourgeoisie. De scandale en scandale, la boue ne cesse d'éclabousser de plus en plus de monde. Après des députés U.D.R., des collaborateurs de Pompidou, de Chaban-Delmas, le défilé continue. Et gageons que ce n'est pas fini. A l'approche des élections, c'est à qui au sein de la bourgeoisie fera le plus d'entourloupettes à l'autre. Peut-être bien aussi que certains ont mis en branle la machine et que tel l'apprenti sorcier ils sont bien en peine de l'arrêter.

Trois récents scandales retiendront notre attention. D'abord une affaire de chantage et de trafic d'influence : les dirigeants d'une société intitulée Etudes Techniques et Commerciales (E.T.E.C.) se vantant de leurs relations, promettaient d'arranger les affaires gênantes de leurs clients ; puis, sous la pression du chantage, se faisaient remettre d'importantes sommes. Ces individus apartiennent à l'organisation fasciste le S.A.C. ainsi qu'à une organisation secrète aux nombreuses ramifications. Notons qu'ils « travaillaient » en relation avec « deux célèbres » avocats. Lesquels ?

Deuxième scandale. Une série de p.d.g. s'étaient regroupés pour pratiquer le trafic des fausses factures. Notons que parmi les inculpés se trouve le dénommé Jean-Claude Ribes ayant servi d'intermédiaire entre une société lyonnaise de récupération de ferrailles et une banque parisienne ayant versé une facture de complaisance à la société en question. Jean-Claude Ribes se trouve comme par hasard être le frère de Pierre Ribes, député U.D.R. des Yvelines et trésorier national de l'U.D.R., ainsi que directeur de la Compagnie Générale Financiaire.

Troisième scandale. Les dirigeants d'une société mutualiste, la « Mutuelle Générale du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat » utilisaient l'argent des adhérents qu'ils détournaient à leur profit. C'est ainsi qu'ils se rendirent acquéreurs d'un aéro-club et s'octroyaient de très grasses rémunérations. L'un deux, Marcel Duhamel a été membre du Conseil économique et social. L'autre, Louis Allione, est de plus, secrétaire général, délégué, etc. de toute une série d'entreprises.

Cela met en valeur un des aspects du trafic qui s'opère sur le dos des travailleurs dont la santé n'est que l'occasion pour le capital de faire des profits. Chacun sait que les travailleurs sont le plus souvent obligés de s'inscrire à des Mutuelles du fait de la faiblesse des remboursements de la Sécurité Sociale.

Répétons-le encore une fois, ces scandales ne sont qu'un bien petit aspect de la putréfaction du capitalisme et de la subordination de l'Etat aux monopoles. Le scandale même c'est le capitalisme et sa loi de la recherche du profit maximum. Les scandales dont on parle sont comme les effluves d'une pourriture beaucoup plus vaste. Et un dégoût, et une colère, de plus en plus profonde s'accumulent dans les masses contre ce régime d'exploiteurs et de traficants en tout genre.

Histoire d'un jeune apprenti menuisier

Le patron du jeune apprenti exige de lui 54 heures de travail par semaine, plus une journée de cours professionnels qu'il doit rattraper le samedi ; son contrat d'apprentissage l'enchaîne juridiquement et financièrement au patron, qui en profite pour le voler le plus qu'il peut. La Chambre des Métiers d'Alsace est complice de cet esclavage, car elle ne protège nullement les apprentis ; bien au contraire, elle encourage les patrons, par ces contrats, à tirer le maximum de profit de la main-d'œuvre presque gratuite que constituent ces jeunes travailleurs. Bien plus, elle enchaîne doublement les apprentis d'Alsace en leur faisant passer, non pas un C.A.P., mais le brevet de compagnonnage, valable uniquement en Alsace et Lorraine. Si les apprentis veulent travailler encore plus, elle les laisse « libres » de passer en même temps, ou après, un C.A.P.

Voici quelques extraits du contrat-type qui livre le jeune apprenti pieds et poings liés aux mille volontés de l'exploiteur !

CONSEILS AUX PATRONS TELS QUE POURRAIT LES DONNER LA CHAMBRE DES METIERS D'ALSACE

Chers patrons,

Voilà comment vous devez vous y prendre pour faire des jeunes apprentis de parfaits petits moutons que vous pourrez tondre à loisir plus tard. Nous vous citons ici quelques articles du contrat d'apprentissage que nous vous commenterons au fur et à mesure :

« *Article 3.* — Obligations du chef d'entreprise.

3) Veiller à la bonne tenue de l'apprenti, l'engager à *l'assiduité* et à une *bonne conduite morale*, le préserver de la *débauche*, prendre garde qu'il ne subisse aucun mauvais traitement et, s'il est logé et nourri, lui assurer une nourriture saine et suffisante.

7) Ne pas priver l'apprenti du temps nécessaire (...) pour assister aux services religieux des dimanches et jours fériés ».

Nous nous excusons, chers patrons, de nous pencher sur des détails aussi précis, mais nous devons rassurer les familles sur le sort moral de leurs enfants. Comme vous pouvez le constater, nous vous laissons par ailleurs tout à fait libres d'exploiter ces jeunes bras naïfs. Nous vous donnons le cas d'un apprenti d'un de vos collègues qui travaille 54 heures par semaine et qui touche 80 à 150 francs par mois : son travail consiste aussi bien à empiler le bois chez la patronne (il s'agit d'un apprenti menuisier) qu'à trimbaler portes et fenêtres pour les bâtiments en construction. Vous pouvez apprécier au passage l'économie réalisée par cet intelligent patron : au lieu de devoir payer un manœuvre bien musclé pour ce travail pénible, il se sert d'un apprenti docile et peu cher.

« *Article 4.* — Obligations de l'apprenti.

1) L'apprenti est *soumis à l'autorité paternelle* du chef d'entreprise et doit faire preuve envers lui et, le cas échéant, le maître chargé de l'apprentissage, *d'obéissance, de fidélité, d'application* et d'une *conduite convenable* ».

Bien sûr, nous ne vous demandons pas de partager le lit de l'apprenti, l'article 3 s'y opposerait. Mais l'essentiel est d'apprendre la soumission parfaite au futur ouvrier.

Il se pourrait évidemment que des parents au sens civique affaibli ne comprennent pas le bien-fondé du Contrat d'Apprentissage que nous vous proposons. Aussi avons-nous prévu une petite clause financière destinée à les encourager :

« *Article 7.* — Renvoi de l'apprenti et indemnité au profit du chef d'entreprise.

Dans tous les cas où l'apprenti quitte l'entreprise, le représentant légal de l'apprenti devra verser au chef d'entreprise la somme de 500 francs ».

Vous saurez apprécier, chers patrons, l'effort que nous faisons en votre faveur : il s'agit ici d'une vraie loi sociale. Un apprenti qui ne vous coûte rien, vous paie quand il vous quitte. Génial, non ?

« *Article 8.* — Réintégration de l'apprenti.

Lorsque l'apprenti quitte l'entreprise sans motif valable (!), le chef d'entreprise peut, dans les huit jours qui suivent, *demander à l'autorité de police, qu'elle l'oblige à poursuivre l'apprentissage*, tant que l'autorité judiciaire n'aura pas, soit résilié le contrat, soit autorisé l'intéressé à quitter ».

Où irions-nous, si la police, autorité morale suprême de la nation, ne vous soutenait pas, chers patrons ! La peur du gendarme reste en Alsace un argument qui donne aux gens une juste vue de leur intérêt.

Comme vous pouvez le constater, chers patrons, la Chambre des Métiers d'Alsace désire travailler avec vous, la main dans la main, afin de faire de nos futurs ouvriers de dociles adeptes du capitalisme.

Le Président.

Conclusion : Ainsi, le patron n'a que des obligations « morales » pour empêcher l'apprenti de prendre conscience de son sort, de se révolter et de lutter contre le capitalisme. L'apprenti n'a qu'un seul droit ; « tais-toi et travaille ! » Cette exploitation forcenée ne pourrait se maintenir sans l'appui de l'appareil policier bourgeois. L'ordre capitaliste est maintenu contre la volonté du peuple.

Jeunes apprentis, vous êtes nombreux à subir cette exploitation. Par cet exemple, vous voyez la nature véritable de la société policière bourgeoise. Il faut en finir avec ce régime esclavagiste. Le peuple travailleur est bien plus fort que cette poignée de crapules ! Il doit imposer sa loi pour renverser ce régime d'exploitation et de misère.

Jeune apprenti révolutionnaire, rejoins l'avant-garde marxiste-léniniste pour lutter contre ce régime d'exploitation et instaurer le socialisme et la dictature du prolétariat.

Correspondant.

P.T.T. :

Dénonçons la hiérarchie capitaliste des salaires et des primes !

Certains syndicats, certains partis qui se cachent derrière le drapeau rouge, ne parlent que de nationalisation de trusts, de contrôle de l'Etat sur les entreprises. Comme si l'Etat n'appartenait pas à ces mêmes trusts. C'est un peu comme si on voulait faire surveiller des gangsters par d'autres gangsters.

A les en croire dans la fonction publique, il n'y a plus de patrons. Nous sommes tous des salariés, donc nous avons tous les mêmes revendications et les mêmes intérêts à défendre. Nous allons juger la valeur de cette théorie à partir de la prime annuelle de rendement qui est attribuée au mois de décembre au personnel des P.T.T.

Commençons par le personnel auxiliaire qui est très important sinon majoritaire dans de nombreux centres. Les auxiliaires font en général les travaux les plus ingrats, leur rendement au travail est le plus élevé parce que la crainte du licenciement est permanente. Prime de rendement : 0 F !

Passons aux préposés titulaires. Par tous les temps, ils effectuent leur tournée de distribution, souvent lourdement chargés. Prime de rendement : 100 *F.*

Voyons ensuite un directeur d'établissement : prime de rendement : 6 350 F *taux fort. Tous les travailleurs des P.T.T. connaissent les tâches « harassantes » que remplissent ces messieurs !*

Mais il y a mieux. Les syndicats ne publient les taux de prime que jusqu'aux directeurs d'établissements. L'administration ne fournit pas les sommes allouées aux cadres supérieurs et hauts fonctionnaires. La C.G.T., la C.F.D.T., F.O., la F.N.T., etc., oublient en général de dénoncer ce scandale, parce que, pour eux, ce n'en est pas un. Il est pourtant de notoriété publique, qu'un directeur départemental, un ingénieur en chef, un receveur de grand bureau ont des primes annuelles s'élevant à plusieurs millions d'anciens francs. Ajoutez à la prime de rendement, les ristournes de bons du trésor, les pourcentages sur les emprunts et toutes les sommes attribuées en sous-main, et on pourra chiffrer ces cadeaux à la dizaine de millions (AF).

Pour compléter ce tableau, signalons que les fonctionnaires dépassant l'indice 1 000, *sont payés directement par le Ministère des P.T.T. Leurs salaires sont incontrôlés, et non divulgués.*

Alors que conclure : les travailleurs des P.T.T. savent très bien que ces cadres surpayés et grassement entretenus sont d'authentiques patrons qui poussent à la rentabilité maximale de l'administration. Fonction publique ou secteur privé, la hiérarchie capitaliste des salaires est la même. Tant qu'existe le capitalisme existent des patrons.

Les travailleurs postiers auxiliaires et titulaires sont conscients de ces réalités. Malgré le complot du silence des syndicats ils se sont élevés contre l'attribution de cette prime, preuve de mépris des petits salariés.

Revendiquons dans l'unité à la base et dans l'action une prime de rendement égale pour tout le personnel auxiliaire et titulaire !

— A travail égal, salaire égal !

— Titularisation des auxiliaires !

— A bas la hiérarchie capitaliste des salaires !

Des travailleurs P.T.T.

NOTE :

Il est certain que nous sommes contre les primes. La majorité des travailleurs sont favorables à un salaire décent dans lequel les primes sont inclues, ce qui aiderait à une retraite favorable. Mais actuellement nous considérons comme juste de revendiquer une prime égale pour tous. Ensuite seulement, viendra la lutte pour l'inclusion des primes dans le salaire de base.

De zélés défenseurs de l'intérêt du capital

Le 8 juillet dernier, le délégué général de l'organisation patronale l'Union syndicale des industries aéronautiques et spatiales déclarait :

« Les restrictions apportées à l'exportation des hélicoptères dans certains pays risquent d'avoir des conséquences très préjudiciables à l'activité de ce secteur de notre industrie, actuellement en pleine expansion. »

Paroles non surprenantes dans la bouche d'un capitaliste.

Ce qui peut sembler plus surprenant c'est que la C.G.T. (associée pour la circonstance à la C.G.C.) ait repris les mêmes propos. S'élevant contre les *« embargos arbitraires »*, ils *« déplorent l'orientation prise par les trois ministères qui, délibérément, compromettent les positions acquises dans le monde par notre industrie des hélicoptères après des années d'un travail de prospection patient »*. Une façon comme une autre de dire aux capitalistes : *« Faites-nous confiance pour gérer vos affaires »*, le tout paré du drapeau de « l'intérêt national ».

A propos d'un article du numéro 126

Nous publions ci-dessous une lettre de critique qui nous a été adressée. Nous partageons entièrement les opinions du camarade. L'extrait que nous passons vaut donc comme autocritique.

Chers camarades,

Je vous fais part de l'indignation qui a été la mienne lorsque j'ai lu l'article : « Retraites : à propos d'une manif ; non la lutte de classes n'est pas une jolie promenade ». L'auteur de cet article a fait preuve d'un sectarisme peu ordinaire lorsqu'il écrit : « Maire le curé ». Lorsqu'on est marxiste-léniniste il est bon de savoir que la lutte de classe ne range pas les gens en deux camps : les athées et les croyants, mais qu'elle oppose la bourgeoisie à la classe ouvrière. La lutte de classe est une affaire de politique, secondairement, très secondairement de religion. Lorsque nous parlons de Séguy nous le jugeons en fonction de la politique du parti « communiste » et de la C.G.T. Il doit en être de même pour Maire.

Pour ma part, je suis employé au P.T.T. et syndiqué à la C.F.D.T. Au sein de ce syndicat je milite avec des catholiques révolutionnaires à qui je fais lire l'H.R. Vous pouvez supposer quels sont leurs sentiments à la lecture de tels articles.

Un diffuseur de l'H.R.

(*Suite de la page 3*)

Toujours sur l'hygiène, le nombre de cabinet d'aisance, un au rez-de-chaussée, un au premier étage pour un personnel mixte est insuffisant. Le décret du 10 juillet 1913 article 4 précise un minimum : « Il y aura au moins un cabinet et urinoir pour 25 hommes, un cabinet pour 25 femmes ». « Dans les établissements occupant un personnel mixte, les cabinets d'aisance seront nettement séparés pour le personnel masculin et le personnel féminin ».

Pas d'aspirateur non plus sur la machine à rectifier réclamé voilà bientôt 2 ans.

Pour les exploiteurs, le travailleur est moins que rien, il n'a qu'à travailler et se taire, pour augmenter les profits. Quant aux lois bourgeoises, ils en disposent à leur guise.

Toutes les questions posées restèrent sans réponse, la seule parole de ce buveur de sang c'est : « Monsieur Druesne est licencié pour faute grave » (sic). Voulant faire évacuer l'usine à 17 h 15, le personnel décide de rester jusqu'à l'heure habituelle 17 h 45 et de poursuivre la lutte le lendemain.

Mais au petit matin cet exploiteur filtre les ouvriers à l'aide du personnel d'encadrement et interdit l'entrée à notre camarade. Des pressions ont lieu à l'intérieur, et une presse à découper est mise en marche, le silence est rompu, le travail reprend lentement.

Cet échec momentané n'empêchera pas Foin comme ses pareils les parasites capitalistes de connaître une triste fin.

Le P. C. F. et la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale

Une étude de Jacques JURQUET (9)

SUR LA NAISSANCE DES PARTIS COMMUNISTES DANS LES COLONIES

La première crise entre le Parti communiste français et l'Etoile Nord-Africaine ne prit pas un caractère antagoniste irréversible. Du moins en fut-il ainsi au moment où elle se produisit. Mais, avec le recul de l'histoire, il faut aujourd'hui constater qu'elle constitua le point de départ de deux voies de plus en plus divergentes : celle poursuivie à travers d'innombrables difficultés par le mouvement nationaliste algérien jusqu'à l'Indépendance nationale en 1962 ; celle développée par le Parti communiste français passant successivement de simples insuffisances à des erreurs de plus en plus graves, pour déboucher finalement sur un soutien objectif au colonialisme français.

En fait, à partir d'août 1929, le Parti communiste (S.F.I.C.) fut l'objet d'attaques conjuguées lancées de l'intérieur et de l'extérieur de ses rangs. Opportunistes de droite et gauchistes s'évertuèrent à dévier la juste ligne « *classe contre classe* » du Bloc ouvriers-paysans qu'impulsaient Pierre Semard et Maurice Thorez, tandis que la police pratiquait provocations sur provocations et que la justice ordonnait les emprisonnements des dirigeants et de nombreux militants. Ce fut l'époque où les locaux du quotidien du Comité Central *l'Humanité* furent envahis et saccagés par les flics sur ordre du gouvernement. L'exacerbation de la lutte des classes correspondait alors à la crise économique mondiale et à la préparation d'une guerre d'agression contre le premier pays socialiste de l'Histoire, l'Union Soviétique. On peut très bien comprendre aujourd'hui que, dans de telles circonstances, le Parti communiste, âgé de dix ans à peine, faisait preuve d'insuffisances dans différents domaines de son activité. C'était notamment le cas pour la question des colonies malgré la magnifique attitude qu'il avait su adopter quelques années plus tôt pendant la sale guerre du Rif.

Aussi le 16 décembre 1929, le secrétariat politique de l'Internationale communiste adopta-t-il une importante thèse sur le travail du P.C.F. dans les colonies. Un éditorial de la revue *l'Internationale communiste* en fournissait le fondement et les objectifs dans ces justes termes : « ... *L'une des tâches essentielles du mouvement révolutionnaire mondial à l'étape présente est l'appui le plus actif, le plus dévoué et le plus hardi du mouvement révolutionnaire des peuples coloniaux par le prolétariat des pays impérialistes. C'est en cela que consiste certainement la tâche spécifique de la stratégie internationale de l'I.C. : créer le front unique révolutionnaire de la classe ouvrière des pays capitalistes et des peuples coloniaux opprimés.* »

Nous ne pouvons reproduire in extenso cette thèse qui fut présentée dans le numéro d'avril 1930 des *Cahiers du bolchevisme*, mais nous pouvons résumer le contenu :

1° La situation des « *colonies* » dans le cadre de la crise économique mondiale du capitalisme était présentée comme offrant aux impérialistes des débouchés aux secteurs atteints par la surproduction. Au surplus, était démontré que la crise amenait les capitalistes à intensifier la surexploitation des masses asservies dans « *leurs* » colonies, avec pour conséquence une montée du mouvement révolutionnaire des peuples colonisés.

2° Constatation était effectuée de la corruption par le colonialisme des éléments féodaux, bourgeois et propriétaires fonciers autochtones, tandis que les classes ouvrières naissantes et la paysannerie alliée aux éléments pauvres des villes menaient d'authentiques luttes révolutionnaires contre l'oppression impérialiste.

En conséquence, l'Internationale précisait : « *Une des principales tâches du P.C.F. est d'aider systématiquement le mouvement ouvrier des colonies, en premier lieu du point de vue de l'organisation ou du renforcement d'un mouvement syndical de classe... Dans ce travail aussi bien que dans le travail pour la création et le renforcement des organisations communistes, les communistes français doivent s'inspirer de l'indication de Lénine, qui disait que les communistes des métropoles sont NON PAS DES DIRIGEANTS, MAIS DES AIDES DES COMMUNISTES INDIGENES...* » (Point 9.)

« *Le P.C.F. et les organisations communistes des colonies, dans les conditions actuelles de développement, ne doivent pas se poser pour tâche de créer dans les colonies des partis nationaux révolutionnaires. En même temps, il est nécessaire d'utiliser dans la plus grande mesure les groupements révolutionnaires - nationalistes existant dans les pays coloniaux et en France même... Le P.C.F. ne doit pas négliger le travail parmi les groupements coloniaux aux tendances révolutionnaires - nationales se trouvant en France même. Le travail dans les colonies doit s'effectuer en liaison la plus intime avec les organisations communistes locales et, dans la mesure du possible, par l'intermédiaire de ces organisations.* » (Point 13.)

« ... *Le P.C.F. doit intensifier de nouveau son travail pour la création d'organisations communistes dans les colonies... Etant donné qu'au début ces organisations seront faibles numériquement aussi bien que du point de vue idéologique, politique et d'organisation, il est nécessaire de les constituer pour commencer comme sections du P.C.F., avec la perspective de les transformer en sections indépendantes de l'I.C. En attendant, la direction des organisations communistes de ces pays est assimilée aux comités régionaux du P.C.F. Lorsque l'organisation d'Algérie sera consolidée et renforcée, il faudra poser et résoudre la question de sa transformation en une section indépendante de l'I.C. Le C.E. de l'I.C. et le P.C.F. s'orientent vers la réalisation des décisions du 6e Congrès sur la création des sections indépendantes de l'I.C. dans les colonies françaises...*

» *Dans toutes les organisations communistes des colonies, il est nécessaire de réaliser le principe que LA MASSE FONDAMENTALE DES MEMBRES DOIT ETRE RECRUTEE PARMI LES OUVRIERS INDIGENES ET DE S'ORIENTER HARDIMENT ET ENERGIQUEMENT VERS LA PROMOTION DES OUVRIERS INDIGENES AUX POSTES DIRIGEANTS DANS TOUTES LES ORGANISATIONS DU PARTI DE LA BASE AU SOMMET.* » (Point 16.)

L'Histoire, riche des luttes révolutionnaires des peuples colonisés, permet d'apprécier de manière matérialiste les aspects positifs et négatifs de la ligne ainsi tracée par l'Internationale communiste.

cahiers du bolchévisme

organe théorique du parti communiste français (s.f.i.c.)

Dans les années 20 et 30, les publications du Parti communiste comportaient toujours la mention « S.F.I.C. » signifiant :

« Section française de l'Internationale communiste »

En insistant sur la nécessité de « *nationaliser* » les partis communistes apparus dans les colonies, l'I.C. indiquait le seul et unique moyen susceptible de leur permettre d'édifier une arme prolétarienne au service des peuples opprimés par l'impérialisme pour imposer leur libération nationale. Mais cet aspect principal de la thèse concernant le travail du P.C.F. dans les colonies allait recevoir par la suite des applications concrètes différentes d'une colonie à l'autre. La fonction de « *Parti père* » dévolue au Parti français, Parti prolétarien certes, mais né dans les rangs d'un peuple dominé par un Etat et une idéologie colonialistes, allait entraîner des conséquences néfastes. Pour s'en rendre compte, il suffit de comparer les développements et les résultats d'un Parti communiste dont la naissance et l'édification échappèrent à l'autorité et aux décisions du Parti français, et d'un Parti communiste qui ne vit le jour et ne se développa que sous la férule constante du même Parti français. Le Parti communiste d'Indochine se constitua en effet grâce aux efforts d'Ho Chi minh, approuvé et soutenu par d'autres militants autochtones d'Indochine. L'Internationale communiste le consacra comme « *section totalement autonome* » lors du XIe Plenum de son Comité Exécutif réuni à Moscou du 26 mars au 11 avril 1931. Dès lors, les rapports des camarades indochinois avec le Parti français devinrent des rapports non plus de subordination politique, mais d'égalité, de Parti à Parti. Ce fut Ho Chi minh, et non pas Thorez, qui élabora et définit la ligne révolutionnaire des communistes d'Indochine. Et l'on sait de quelle façon remarquable et exemplaire cet éminent dirigeant marxiste-léniniste conduisit son Parti et son peuple d'abord à la victoire sur l'impérialisme français, consacrant l'indépendance nationale de la République Démocratique du Vietnam, à l'édification du socialisme ensuite dans la partie ainsi libérée, simultanément avec la poursuite de la guerre de résistance à l'agression américaine, dans la partie non encore libérée de sa patrie.

Par contre, et la suite de cette étude va en témoigner concrètement, la fonction du Parti communiste français concernant la naissance et le développement du mouvement communiste en Algérie, déboucha sur un résultat totalement opposé à celui recherché par l'Internationale communiste, pour la raison essentielle et fondamentale que les communistes algériens ne jouirent pratiquement jamais de l'autonomie totale dont bénéficièrent, grâce à Ho Chi minh, les camarades indochinois.

Il y aurait aussi beaucoup à dire, mais nous y reviendrons, sur le culte de la légalité bourgeoise (et donc colonialiste) imposé par le P.C.F. au mouvement communiste algérien, tandis que le Parti communiste fondé et édifié par Ho Chi minh en Indochine fut presque toujours illégal et clandestin, de sa naissance à sa victoire sur le colonialisme français.

(*A suivre.*)

LECTURE RECOMMANDÉE

Claude ANGELI nous a fait parvenir le précieux ouvrage qu'il présente, avec René Backmann, sous le titre « Les Polices de la Nouvelle Société » (1).

Il est difficile de rendre compte d'un tel travail, tant les indications mises à la disposition du lecteur en 130 pages, sont nombreuses, détaillées et utiles. Le sixième et dernier chapitre s'intitule « Ce qu'il faut savoir », mais ce titre concerne aussi les cinq premiers chapitres, c'est-à-dire finalement l'ensemble du livre. En effet, quel militant, quel honnête homme n'intéresseraient et n'aideraient, dans la France d'aujourd'hui dominée par la sinistre « Nouvelle Société », authentique « Etat policier », les révélations sur « l'organisation de la répression », les méthodes policières (écoutes téléphoniques et autres, filatures, espionnage politique, recrutement et travail des indicateurs, cambriolages parallèles, etc., etc.).

Il ne suffit pas de lire « Les Polices de la Nouvelle Société », il faut aussi en dégager les principaux enseignements pour en tenir pleinement compte dans la pratique des luttes idéologiques et politiques.

(1) Petite collection Maspero - l'exemplaire : 5,40 F.

INDOCHINE :

ECHEC AUX AGRESSEURS !

Une fois encore, dimanche 26 décembre, les avions américains ont survolé le territoire de la République Démocratique du Vietnam. Pendant quatre jours, les bombardements ont succédé aux bombardements ; 250 raids par jour ! L'U.S. Air Force a choisi ses objectifs : hôpitaux et écoles, fermes et agglomérations des provinces peuplées de Qrang-Binh et de Thahn-Hoa.

Déjà les 17 et 18 décembre derniers, les Yankees avaient opéré des bombardements contre le Nord du Vietnam. Quatre avions américains abattus en deux jours alors. Cette fois-ci les combattants de la République Démocratique du Vietnam - Nord ont descendu une bonne douzaine d'avions, capturé ou tué leurs pilotes. CAR LA RIPOSTE DU PEUPLE A ETE VIVE ; une fois de plus, le peuple tout entier s'est levé pour faire échec aux agresseurs.

Le 30 décembre, Nixon a annoncé l'arrêt des bombardements ; son objectif serait atteint ! Un mensonge de plus pour masquer un nouvel échec !

DES ALIBIS MENSONGERS

Les agresseurs yankees ne sont pas à un mensonge près...

Pour justifier leurs nouveaux bombardements, ils ont fait état, une fois encore, du prétendu accord de 1968; selon eux, l'U.S. Air Force aurait cessé ses bombardements sur le Nord en contrepartie d'un droit de survol du territoire de la République Démocratique du Vietnam - Nord. Qui peut croire une telle fantaisie ? Les combattants vietnamiens laisseraient-ils observer leur territoire par leurs pires ennemis sans riposter ? Le gouvernement de la République Démocratique du Vietnam - Nord a toujours démenti de tels accords. D'ailleurs Clark Clifford, secrétaire américain à la Défense en 1968, a toujours nié avoir passé un accord quelconque avec la République Démocratique du Vietnam - Nord !!

Autre mensonge : « c'est une réaction de défense » indique la Maison - Blanche. Réaction de défense ? De quoi les Américains se défendent-ils ? L'aviation de la République Démocratique du Vietnam - Nord a-t-elle survolé Washington ? A-t-elle déversé des tonnes de bombes sur la Floride ou la Californie ? Cette prétendue défense ressemble fort à une attaque délibérée et criminelle contre un territoire souverain : la République Démocratique du Vietnam - Nord !

A bouts d'arguments, les Yankees parlent d'objectifs militaires limités pour arrêter l'offensive de la saison sèche des combattants indochinois. L'hôpital de Thanh-Hoa est-il un objectif militaire ? Les bombes à billes n'ont jamais détruit un quelconque dépôt d'essence ou de munitions. Par contre, elles labourent férocement la chair de centaines et de milliers de Vietnamiens.

Cet enfant de 7 ans victime, comme tant d'autres, des bombardements criminels des agresseurs yankees.

UN AVEU D'IMPUISSANCE

Depuis quelques mois, Nixon et ses comparses font grand bruit du « désengagement américain » au Vietnam. Et de claironner très fort dès qu'ils font rapatrier quelques centaines de GI's aux Etats-Unis. N'est-ce pas là un geste de paix ?

Que penser de cette mise en scène ? Le criminel de guerre Nixon est-il soudain épris de paix ? Que non! Il a jeté le masque en envoyant de nouveau ses bombardiers sur le Nord ! *Une fois de plus, Nixon tente de sortir de l'impasse en intensifiant sa guerre d'agression.* Nixon parle de « paix » et de « retrait des troupes ». Pourtant, jamais l'U.S. Air Force n'a autant envoyé de bombes sur l'Indochine ; jamais elle n'a autant déversé de napalm et de gaz toxiques. Jamais le potentiel militaire de l'armada américaine n'a été aussi gigantesque ; les techniques de pointe (électronique, ordinateurs) sont de plus en plus au service de l'agression ; la course aux armements s'accélère ; et chaque jour les premiers criminels de notre temps expérimentent des armes de mort nouvelles.

Cela signifie-t-il que les agresseurs yankees détiennent l'initiative sur le champ de bataille ? Pas du tout ! Pour les impérialistes américains, C'EST LA DEFAITE. 500 000 GI's soutenus par la première aviation et la première marine du monde ont été mis en échec dans une guerre locale d'envergure ; les peuples du monde ont désavoué les agresseurs ; les impérialistes se sont trouvés isolés dans leur propre pays ! Contrainte et forcée, l'administration Nixon a dû changer de politique; c'est la « doctrine Nixon »: retirer une grande partie des troupes (pour tenter d'apaiser le mécontentement aux Etats-Unis), faire combattre les Vietnamiens — le peuple entier — par les Vietnamiens — l'armée fantoche —, avec un soutien militaire et financier des Etats-Unis. Telle est l'essence de la « doctrine Nixon » : *c'est une nouvelle politique contre-révolutionnaire de l'impérialisme acculé à la défaite.*

L'échec de cette nouvelle politique a conduit les agresseurs à étendre la guerre au Cambodge puis au Bas-Laos.

« *Dans l'histoire de l'humanité, toute force réactionnaire au seuil de sa perte se lance nécessairement, dans un ultime assaut, contre les forces de la révolution ; et souvent, des révolutionnaires sont un moment induits en erreur par cette force apparente qui dissimule la faiblesse intérieure, ils ne voient pas ce fait essentiel que l'ennemi approche de sa fin et qu'eux-mêmes sont près de la victoire* ».

Mao Tsé toung - Citations, p. 93.

Les bombardements de ces derniers jours sont cela ; un des derniers sursauts des agresseurs pour masquer leur faiblesse, une tentative pour se sauver de la défaite. Les combattants vietnamiens le savent bien, qui déclarent, par la bouche du ministre des Affaires Etrangères de la République Démocratique du Vietnam - Nord :

« *L'intensification des attaques des impérialistes américains contre le Nord-Vietnam, non seulement ne saurait les tirer de leur position de défaite actuelle au Sud-Vietnam, au Laos et au Cambodge, mais ne fait qu'accentuer leurs lourdes défaites et les condamnations vigoureuses de l'opinion publique.* »

Au fond, les bombardements récents sont un aveu d'impuissance; car, partout, en Indochine, les combattants sont à l'offensive.

PARTOUT C'EST L'OFFENSIVE !

Aujourd'hui, les conditions sont chaque jour plus favorables aux trois peuples vietnamien, lao et khmer. *Ils opposent UN SEUL FRONT contre leurs ennemis américains et fantoches ;* les Yankees, eux, doivent aller sans cesse à la rescousse des Saïgonnais aujourd'hui, de la clique Lon-Nol demain... Aujourd'hui, il est difficile aux Américains de revenir sur le retrait de leurs troupes et chaque jour les fantoches, amoindris, doivent supporter le poids de la guerre américaine. Face à eux, les Forces populaires des trois pays *grandissent en force et en nombre ;* à la ville comme à la campagne, elles assènent des coups de plus en plus durs à leurs ennemis.

Au Cambodge, c'est la victoire retentissante de la route n° 6 qui se poursuit par de nouvelles offensives; au Sud-Vietnam, c'est la mise en échec totale du plan de « pacification » et des opérations de nettoyage dans les campagnes, c'est la lutte grandissante des villes ; au Laos, c'est la victoire stratégique de Muong-Sovi dans la plaine des Jarres, ce sont les succès du plateau des Bolovers.

La nouvelle saison sèche s'annonce bien !

Ces victoires trouvent des échos dans le monde et aux Etats-Unis même. Contrairement aux espoirs de Nixon, le peuple américain a violemment réagi aux bombardements récents ; les anciens combattants rapatriés ont manifesté avec force leur indignation. Pour cette fois, Nixon a cessé les bombardements. Quitte à les accentuer au Laos ou à les reprendre une autre fois.

A tâche pour nous de ne pas relâcher notre vigilance.

Camille GRANOT.

RÉPONSE A UN PLUMITIF DU SOCIAL-IMPÉRIALISME

Dans le Monde *du 1er janvier 1972, le dénommé Georges Dadiants, commentateur de l'agence social-impérialiste Novosti, s'en prend avec hargne à la République Populaire de Chine. Sous le titre :* « Les intrigues américano-chinoises et l'Europe », *il étale calomnie sur calomnie, comptant sans doute sur la vertu du principe nazi :* « Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose. »

Ce monsieur crie à la « concordance des buts politiques de longue haleine de l'impérialisme américain et du chauvinisme de grande puissance chinoise en Asie. » *Faut-il rappeler à ce vulgaire faiseur de mensonges les multiples déclarations des combattants indochinois saluant l'esprit internationaliste prolétarien de la R.P.C. ? Faut-il lui rappeler les déclarations de Samdech Norodom Sihanouk, dirigeant de la lutte patriotique du peuple khmer, dénonçant le soutien apporté par l'Union Soviétique à la clique fasciste pro-américaine de Lon Nol- Sirik Matak ?*

Ce triste sire accuse sans vergogne la R.P.C. d'impérialisme à la façon du voleur qui crie au voleur. Doit-on lui rappeler que la R.P.C. est le seul pays n'ayant pas de troupe en dehors de ses frontières ? Ce plumitif « oublie » l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes du social-impérialisme ou plutôt il veut la faire oublier.

Puis ce maître en calomnie entame sa leçon sur le conflit indo-pakistanais et a l'effronterie de se poser en ami du Pakistan, après avoir incité au démembrement, au bombardement et à l'occupation de ce pays, et entravé toute solution pacifique à la crise. L'Histoire abonde de ces bandits qui après avoir agressé des pays se posent en amis de ces pays. Hitler n'agissait pas autrement.

Puis cet individu accuse la R.P.C. de vouloir « semer la discorde » *entre les peuples européens, recourant pour la circonstance à une fable particulièrement ignoble. Ecoutons-le :* « Ce n'est pas par hasard que les dirigeants chinois prétendent aujourd'hui prendre part à la conférence européenne de sécurité et de coopération pour la seule raison que les accords les liant avec l'Albanie leur donnent le « droit » de s'ingérer — comme les Américains — dans les affaires européennes. » *Mensonge bâti de toutes pièces ! Jamais la R.P.C. n'a réclamé sa participation à une quelconque conférence européenne. Le social-impérialisme qui après avoir tenté par tous les moyens de plier à sa volonté l'héroïque Albanie socialiste veut la présenter comme une dépendance de la R.P.C. Pauvre Dadiants, l'anti-communisme fait sombrer au plus profond de la bêtise ! Voudra-t-il nous dire qui sacrifie les intérêts de la République Démocratique Allemande ? qui encourage la renaissance du militarisme allemand ? qui fait peser des menaces sur l'indépendance de pays tels la Roumanie ? qui enfin réclame une conférence européenne de « sécurité » avec la participation de l'impérialisme américain en vue de se libérer les mains en Europe afin de masser des troupes d'agression aux frontières de la R.P.C. ?*

L'hystérie anti-communiste et anti-chinoise de Dadiants n'est qu'une preuve de la faiblesse du social-impérialisme qui se trouve isolé de plus en plus, au même titre que l'impérialisme américain, et fait feu de tout bois. Qu'il calomnie ! Les peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine, d'Europe et d'Océanie savent à quoi s'en tenir sur le compte du social-impérialisme. L'expérience leur a appris à discerner leurs amis de leurs ennemis.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56, rue des Haies - PARIS (20e) — Dépôt légal : 1er trimestre 1972